

*La CIDH exhorte Duque à
assurer les garanties des
manifestants en Colombie*

Image not found or type unknown

Bogotá, 8 juil. (RHC) La Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) a exhorté le Président Colombien, Iván Duque, à séparer la Police Nationale et la brigade anti-émeute (Esmad) du Ministère de la Défense afin qu'il puisse se conformer aux garanties de la protestation.

La demande de l'organisation internationale intervient suite à un bilan rendu après deux mois ininterrompus de protestations en Colombie, où les manifestants ont dénoncé les actes de répression.

« Nous recommandons de séparer la Police Nationale et la brigade anti-émeute du Ministère de la Défense afin de garantir une structure qui consolide et préserve la sécurité des citoyens et les droits de

l'homme évitant ainsi toute possibilité de responsabilité militaire », indique le rapport.

Face à l'exigence des garanties des manifestants, l'organisation internationale réclame l'autorité de la Justice pour enquêter des membres des Forces de l'ordre pour disparitions et meurtres. L'organisation demande que « des mesures soient prises afin de réclamer la responsabilité aux forces de sécurité de l'Etat, à travers une enquête impartiale, exhaustive et rapide suite aux plaintes déposées pour violations des droits de l'homme, ainsi que de poursuivre et de punir les responsables », a-t-il ajouté.

L'organisation internationale recommande un changement de stratégie de la police afin de garantir le droit de manifester, "prendre des mesures urgentes, dans l'entraînement, l'utilisation de protocoles d'action et la création de mécanismes de responsabilisation", a-t-il expliqué.

En ce qui concerne l'étape d'identification des victimes et d'indemnisation de leurs familles, l'organisation internationale des droits de l'homme appelle à la création d'un programme global, « pour fournir et coordonner de toute urgence des programmes de réparation pour les victimes, en particulier celles ayant subi des actes de violence sexuelle, comme méthode de torture, commis par des agents de la sécurité de l'État», a-t-il déclaré.

Les organisations non gouvernementales (ONG) Indepaz et Temblores ont dénoncé lundi qu'au cours des deux mois de grève nationale en Colombie, marqués par "l'usage excessif de la violence par les forces de l'ordre", 75 meurtres ont été commis.

Dans un rapport intitulé Chiffres de violence dans le cadre de la grève nationale de 2021, les ONG Temblores et Indepaz ont indiqué que sur ces 75 homicides, 44 auraient été commis par les forces de l'ordre.

SourceTelesur

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/263283-la-cidh-exhorte-duque-a-assurer-les-garanties-des-manifestants-en-colombie>



Radio Habana Cuba